

*Jean-Pierre Sueur a adressé un message le 15 octobre à Michel Masson, président de la FDSEA du Loiret et à Jérôme Tinseau, président des jeunes agriculteurs du Loiret, dans lequel il écrit notamment :*

« Je tiens à apporter mon soutien aux agriculteurs du Loiret au moment où dans notre département comme dans toute la France, ils manifestent pour exprimer leurs grandes inquiétudes, leur désarroi et pour présenter au Gouvernement des propositions concrètes et urgentes.

Tous les secteurs de l'agriculture, toutes les productions connaissent aujourd'hui une crise et des difficultés sans précédent.

Cette situation exceptionnelle doit appeler des mesures exceptionnelles.

La régulation et l'organisation des marchés sont absolument nécessaires. La France doit peser de tout son poids au plan européen pour refuser les dogmes de la dérégulation et de la désorganisation qui entraînent les marasmes et mettent en péril nombre d'exploitations pourtant totalement viables.

La situation actuelle appelle des mesures aujourd'hui indispensables, comme l'exonération ou le report de charges sociales et de taxes. Elle appelle des mesures pour réduire les distorsions de concurrence.

Il faut aussi lutter efficacement contre les pratiques commerciales abusives. Je puis attester que nombre de consommateurs ne comprennent pas les écarts scandaleux qui existent entre le prix des produits de notre agriculture qu'ils paient dans les surfaces commerciales et le prix qui revient au producteur.

Il faut enfin que certaines règles s'appliquent à tous de la même manière. Alors que les producteurs français sont soumis à des normes sanitaires et environnementales précises, comment comprendre que certaines productions qui ne respectent aucune de ces normes sanitaires et environnementales soient très largement importées dans notre pays ? Les règles doivent être les mêmes pour tous.

J'ai participé récemment à la réunion organisée par la FNSEA à l'intention des parlementaires au cours de laquelle M. Lematayer, président national, nous a présenté, en détail, vos positions sur ces différents points.

Je suis à votre disposition pour intervenir très concrètement au Parlement et auprès du Gouvernement pour obtenir les mesures exceptionnelles pour nos agriculteurs et notre agriculture qui sont aujourd'hui nécessaires. »